

Unité départementale de la Vendée
10, rue du 93e régiment d'infanterie
Cité administrative Travot
85000 La Roche-sur-Yon

Nantes, le 10 Avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPBI

Parc d'activités de l'Eraudière
85170 Dompierre-sur-Yon

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement SPBI implanté 34 rue Eric Tabarly 85170 Le Poiré-sur-Vie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, ainsi que de l'action nationale 2024 relative aux liquides inflammables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPBI
- 34 rue Eric Tabarly 85170 Le Poiré-sur-Vie
- Code AIOT : 0006304406
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPBI exploite, au Poiré-sur-Vie, une usine de production de bateaux de plaisance en matériaux composites. L'exploitant dispose pour cela d'un arrêté d'autorisation du 30 janvier 2020. Les installations du site sont désormais soumises à enregistrement au titre des rubriques 2940-2 (application de revêtements) et 4331 (liquides inflammables).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Liquides inflammables
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
3	Émission annuelle de COV	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 3.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois (ou 12 mois)
4	Parc de stockage de bateaux	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8.6.5	Demande d'action corrective	3 mois
5	résistance au feu de la structure des bâtiments - 4331	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.I.A	Demande d'action corrective	6 mois
6	Murs séparatifs - 4331	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.I.A	Demande d'action corrective	6 mois
7	Portes - 4331	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.I.B	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Surface maximale des parties de bâtiments 4331	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.II	Demande d'action corrective	6 mois
11	Charpentes supportant des réservoirs fixes - 4331	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.2.I.F	Demande d'action corrective	6 mois
13	Zone de collecte et rétention extérieure - 4331	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22.V	Demande de justificatif à l'exploitant Demande d'action corrective	6 mois
15	Mise à la terre des équipements métalliques - 4331	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 17	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réaffectation temporaire du bâtiment G (ex Injection 3)	Code de l'environnement, article R.181-46	Sans objet
8	Toiture - 4331	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.I.C	Sans objet
10	Cantons de désenfumage - 4331	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.III	Sans objet
12	Distance entre réservoirs fixes associés - 4331	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.2.II.A	Sans objet
14	Gardiennage/ télésurveillance - 4331	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de contrôle a principalement porté sur le respect de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015, réglementant les risques spécifiques liés aux liquides inflammables. Même si le contrôle, par sondage, n'a porté que sur une partie des installations, de nombreux écarts ont été constatés, notamment en ce qui concerne les dispositions constructives. Certains de ces écarts n'avaient pas été identifiés, par l'exploitant, dans le document de comparaison à cet arrêté ministériel, joint au dossier de demande d'autorisation de 2018. D'autres écarts avaient fait l'objet d'une demande d'aménagement, mais ces demandes ne sont pas évoquées dans le rapport de décision du 22 janvier 2020 et les aménagements, n'ayant pas été accordés explicitement dans l'arrêté d'autorisation du 30 janvier 2020, ont donc été refusés.

En outre, dans ce document de comparaison, l'exploitant avait mal identifié le champ d'application de cet arrêté ministériel. En effet, ses dispositions ne s'appliquent pas seulement aux locaux de stockages de liquides inflammables. Cette erreur de champ d'application a été reprise dans

l'article 1.4.2 de l'arrêté d'autorisation du 30 janvier 2020.

Il est demandé à l'exploitant de procéder, dans un délai maximal de 6 mois, à un récolement rigoureux de l'ensemble des dispositions applicables de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 (cf annexe VII de l'arrêté), pour l'ensemble des installations concernées du site. Si nécessaire, l'exploitant sollicitera l'appui d'un bureau d'étude spécialisé. Ce document de comparaison sera transmis à l'inspection des installations classées et au préfet de la Vendée. Pour les dispositions pour lesquelles une mise en conformité n'est pas envisageable, l'exploitant pourra solliciter un aménagement, en justifiant cette demande et en démontrant son acceptabilité d'un point de vue de la préservation de l'environnement. Cette demande fera l'objet d'une nouvelle instruction, qui pourra aboutir à un projet d'arrêté complémentaire, aménageant certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015.

Par ailleurs, en 2022 et en 2023, les émissions annuelles de COV du site ont été très supérieures au flux annuel autorisé dans l'arrêté d'autorisation. Il est rappelé que ce flux maximal avait été fixé sur la base des hypothèses de l'étude d'impact et afin notamment de préserver la santé publique. Compte tenu de l'incertitude liée à l'impact sanitaire de cette augmentation des émissions de COV, il est proposé au préfet de la Vendée de mettre en demeure l'exploitant de réduire ses émissions ou de transmettre un dossier de porter à connaissance de modifications.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réaffectation temporaire du bâtiment G (ex Injection 3)

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Évolution des installations
Prescription contrôlée : Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Les installations autorisées comprennent 3 bâtiments dédiés à la fabrication des composites. Actuellement, dans le bâtiment G (anciennement nommé « Injection 3 ») aucune activité de fabrication de composites n'est exercée. Ainsi, la partie du bâtiment concernée abrite désormais des activités de réparation de catamarans. En outre, selon l'exploitant, les cuves de résines, situées dans le local mixte de stockage de liquides inflammables, ont été vidées et nettoyées. Cette réaffectation du bâtiment G n'est cependant pas définitive. Ainsi, dans le futur, il pourrait à nouveau abriter des activités de fabrication de composites. Cette réaffectation temporaire n'a pas été portée à la connaissance du préfet de la Vendée. Puisque cette réaffectation est provisoire et qu'elle a globalement entraîné une réduction des risques et impacts générés, l'absence d'information du préfet de la Vendée n'est pas considérée comme un écart. L'exploitant devra néanmoins transmettre au préfet de la Vendée un dossier de porter à connaissance de modifications, en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, si cette réaffectation se pérennise. Par ailleurs, cette réaffectation temporaire n'ayant pas été actée par le préfet de la Vendée, il est considéré, pour cette visite d'inspection, que les dispositions de l'arrêté ministériel du 1 ^{er} juin 2015 (rubrique 4331 – régime d'enregistrement) sont toujours applicables à ce bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident. [...] Concernant les COVNM, ce seuil est fixé à 30 t/an dans l'annexe II de cet arrêté. II L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. [...]
Constats : Aucune déclaration GEREP n'a été transmise depuis l'autorisation du site, ce qui constitue un écart. En effet, la production de déchets dangereux est très supérieure à 2 t/an et les émissions de COVNM sont supérieures à 30 t/an (99 t en 2022 et 111 t en 2023).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Émission annuelle de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'émission de COV n'excède pas 70 t/an.
Constats : Au vu du bilan des émissions présenté par l'exploitant, les émissions de COV ont atteint 99 t en 2022 et 111 t en 2023, ce qui constitue un écart. Il est rappelé que les émissions annuelles de COV ont été limitées à 70 t/an, afin notamment de préserver la santé publique, et sur la base des hypothèses de l'étude d'impact. L'acceptabilité de cette augmentation des émissions n'a pas été démontrée par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour lever cet écart, l'exploitant doit limiter ses émissions de COV à 70 t/an ou, conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement, porter à la connaissance du préfet cette modification des conditions d'exploitation, en joignant tous les éléments d'appréciation. Un tel dossier devra notamment justifier que cette augmentation des émissions de COV ne remet pas en cause la santé publique. Pour cela, une mise à jour de l'étude quantitative des risques sanitaires et une interprétation de l'état des milieux sont nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Parc de stockage de bateaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Afin de confiner à l'intérieur du site les effets létaux identifiés dans l'étude de dangers (scénario 22c) au niveau du parc de stockage des bateaux, l'exploitant doit respecter les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le stockage des bateaux s'effectue à plus de 10 m des limites de propriété du site ;- le stockage de bers métalliques, de mats ou autre matière non-inflammable, dans cette zone entre 5 m et 10 m de la limite de propriété est autorisé ;- dans une zone située à moins de 30 m des limites de propriété au niveau du bassin extérieur de la zone industrielle, les bateaux sont espacés de plus de 2 mètres. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées sous 3 mois une nouvelle évaluation des flux thermiques concernant le parc de stockage des bateaux avec l'objectif de confiner l'ensemble des effets létaux à l'intérieur de son site, en confirmant les mesures précitées.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées la nouvelle évaluation des flux thermiques, devant confirmer le confinement de l'ensemble des effets létaux à l'intérieur de son site, compte tenu de la nouvelle configuration imposée du parc bateau (correspondant au scénario 22c de l'étude de dangers), ce qui constitue un écart. En effet, le respect des distances d'isolement imposées et la mise en place d'un merlon (constatés lors de la visite du 20 avril 2021) ne garantit pas un tel confinement des effets thermiques et ne dispense pas l'exploitant de cette nouvelle modélisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : résistance au feu de la structure des bâtiments - 4331

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.I.A
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La structure est R 60.</p> <p>NB : Le point 11.1 fixe les dispositions relatives à la construction des bâtiments et aux parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Elles ne s'appliquent pas aux bâtiments contenant moins de 10 m³ de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 m des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Les dispositions du point 11.1. ne s'appliquent par ailleurs pas aux cellules qui ne sont pas susceptibles de contenir une quantité supérieure ou égale à 2 m³ de liquides inflammables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle a porté sur le bâtiment A (ex Moulage Contact 1) et sur le bâtiment G (ex Injection 3).</p> <p><u>Bâtiment A</u></p> <p>La charpente du bâtiment est métallique. En l'absence de justificatif et de flocage, il est considéré que cette charpente ne présente pas de résistance particulière au feu, ce qui constitue un écart.</p> <p>Le local de mise en température et le local de stockage des liquides inflammables en réservoirs mobiles forment des structures indépendantes à l'intérieur du bâtiment, qui disposent d'un plafond en béton situé à plusieurs mètres sous la charpente du bâtiment.</p> <p><u>Bâtiment G</u></p> <p>La charpente du bâtiment est métallique. Dans la partie « cuves » du local mixte de stockage des liquides inflammables, cette charpente a fait l'objet d'un flocage, permettant d'atteindre une résistance au feu R120, au vu du DOE « aménagement des locaux gel coat et résine » et de la documentation technique remise.</p> <p>En revanche, concernant les autres parties de ce bâtiment, en l'absence de justificatif et de flocage, il est considéré que cette charpente ne présente pas de résistance particulière au feu, ce qui constitue un écart.</p> <p>La partie « réservoirs mobiles » du local mixte de stockage dispose d'un faux-plafond en béton. Toutefois, cet aménagement ne modifie pas la résistance au feu de la charpente.</p> <p>Il est précisé que, dans le document de comparaison à l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015, joint au dossier de demande d'autorisation de 2018, l'exploitant avait indiqué que les installations sont conformes à cette prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder, dans un délai maximal de six mois, à un récolement rigoureux de l'ensemble des dispositions applicables de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 (cf annexe VII de l'arrêté), pour l'ensemble des installations concernées du site. Si nécessaire, l'exploitant sollicitera l'appui d'un bureau d'étude spécialisé. Ce document de comparaison sera transmis à l'inspection des installations classées et au préfet de la Vendée. Pour les dispositions pour lesquelles une mise en conformité n'est pas envisageable, l'exploitant pourra solliciter un aménagement, en justifiant cette demande et en démontrant son acceptabilité d'un point de vue de la préservation de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Murs séparatifs - 4331

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.I.A
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les murs séparatifs sont REI 120 et dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement, entre une partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et une partie de bâtiment abritant des matières combustibles ou inflammables. Ces murs sont prolongés latéralement le long des murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou sont prolongés perpendiculairement au mur extérieur de 0,50 mètre en saillie de la façade.
Constats : Le contrôle a porté sur certains murs du bâtiment A (ex Moulage Contact 1) et du bâtiment G (ex Injection 3). <u>Bâtiment A</u> Ce bâtiment dispose de plusieurs murs séparatifs, au sens de cet article, notamment entre la partie process (1) et le local de stockage des réservoirs mobiles, entre la partie process et le local de mise en température, entre ce local et le local de stockage des réservoirs mobiles, et entre ce local et le local des cuves. Selon l'exploitant, ces murs présentent une résistance au feu REI 120. Il a été constaté qu'ils sont constitués de béton banché de 20 cm d'épaisseur. Ils sont réputés REI 120. Néanmoins, ces murs séparatifs ne dépassent pas en toiture et latéralement, ce qui constitue un écart. Ainsi, les murs séparatifs du local cuves s'arrêtent en sous-face de toiture, tandis que les autres murs séparatifs suscités s'arrêtent à plusieurs mètres sous la toiture. (1) En l'absence de justification de la résistance au feu du bardage double peau situé en la zone process et l'allée de circulation, il est considéré que ces zones forment une seule partie de bâtiment au sens de l'arrêté du 1 ^{er} juin 2015, appelée « partie process ». <u>Bâtiment G</u> Ce bâtiment dispose notamment d'un mur séparatif, au sens de cet article, entre la zone process et le local mixte de stockage des liquides inflammables. Sur le plan de masse du site, il est indiqué que ce mur présente une résistance au feu REI 120. Il est constitué de parpaings enduits de 20 cm d'épaisseur. Ce mur est réputé REI 120. Néanmoins, ce mur séparatif ne dépasse pas en toiture et latéralement, ce qui constitue un écart. Il est précisé que, dans le document de comparaison à l'arrêté ministériel du 1 ^{er} juin 2015, joint au dossier de demande d'autorisation de 2018, l'exploitant avait indiqué qu'une mise en conformité serait réalisée concernant le bâtiment G. Concernant le bâtiment A, une demande d'aménagement avait été formulée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Portes - 4331

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.I.B
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C et une classe de durabilité C2.
Constats : Le contrôle a porté sur certaines portes du bâtiment A (ex Moulage Contact 1) et du bâtiment G (ex Injection 3). Il n'a pas porté sur la durabilité des portes. <u>Bâtiment A</u> La porte située dans le mur séparatif entre le local mise en température et la partie process présente une résistance au feu EI 60, ce qui constitue un écart. <u>Bâtiment G</u> La porte située dans le mur séparatif entre le local mixte de stockage des liquides inflammables et la partie process présente une résistance au feu EI2 120. Il est précisé que, dans le document de comparaison à l'arrêté ministériel du 1 ^{er} juin 2015, joint au dossier de demande d'autorisation de 2018, l'exploitant avait indiqué que toutes les portes séparatives présenteront une résistance au feu EI 120.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Toiture - 4331

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.I.C
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : La toiture répond aux dispositions suivantes : [...] - le système de couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3).
Constats : Le contrôle a porté sur la toiture du bâtiment A (ex Moulage Contact 1) et sur celle du bâtiment G (ex Injection 3). <u>Bâtiment A</u> Au vu des éléments documentaires fournis (plan, documentations techniques, etc.), il apparaît qu'un revêtement de toiture, permettant d'atteindre le Broof T3, a été mis place. <u>Bâtiment G</u> Au vu des éléments documentaires fournis (plan, documentations techniques, etc.), il apparaît qu'un revêtement de toiture, permettant d'atteindre le Broof T3, a été mis place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surface maximale des parties de bâtiments 4331

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ont une surface maximale égale à 3 500 m ² .
Constats : Le contrôle a porté sur le bâtiment A (ex Moulage Contact 1) et sur le bâtiment G (ex Injection 3). <u>Bâtiment A</u> La partie de bâtiment dédiée au process, nécessitant l'emploi et donc la présence de liquides inflammables, a une surface d'environ 5 600 m ² , ce qui constitue un écart. <u>Bâtiment G</u> La partie de bâtiment dédiée au process, nécessitant l'emploi et donc la présence de liquides inflammables, a une surface d'environ 6 000 m ² , ce qui constitue un écart.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Cantons de désenfumage - 4331

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Un bâtiment ou une partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 est divisé en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 m ² et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est constitué soit par des éléments de la structure (couverture, poutre et murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, soit par des écrans mobiles asservis à la détection incendie. [...] La distance entre le point bas de chaque écran de cantonnement et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 1 mètre. La différence de hauteur entre le point le plus haut du stockage et le point le plus bas de chaque écran de cantonnement est supérieure ou égale à 0,5 mètre.
Constats : Le contrôle a porté sur la partie process du bâtiment A (ex Moulage Contact 1). Cette partie de bâtiment est munie d'écrans métalliques fixes de désenfumage permettant de former 5 cantons de moins de 1 600 m ² et de moins de 60 m de longueur. La distance minimale entre ces écrans et les matières combustibles est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Charpentes supportant des réservoirs fixes - 4331

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.2.I.F
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les charpentes supportant des réservoirs dont le point le plus bas est situé à plus d'un mètre du sol sous-jacent sont R 180.
Constats : Le contrôle a porté sur les réservoirs de résine inflammable, situés dans le local cuve du bâtiment A (ex Moulage Contact 1) et sur ceux situés dans le local mixte de stockage du bâtiment G (ex Injection 3). <u>Bâtiment A</u> Ce local comporte un réservoir aérien vertical d'environ 28 m ³ et un autre d'environ 4 m ³ . Ces réservoirs sont supportés par des pieds en acier, qui constituent des charpentes au sens de cet article. Le point le plus bas du réservoir de 4 m ³ est situé à moins d'un mètre du sol. Cette résistance au feu n'est donc pas applicable. En revanche, le point le plus bas du réservoir de 28 m ³ est situé à plus d'un mètre du sol. Aucun élément justifiant de la résistance au feu de la charpente supportant ce réservoir n'a été fourni. Il est donc considéré que cette charpente ne présente aucune résistance particulière au feu, ce qui constitue un écart. <u>Bâtiment G</u> Ce local comporte un réservoir aérien vertical d'environ 28 m ³ et un autre d'environ 4 m ³ . Ces réservoirs sont supportés par des pieds en acier, qui constituent des charpentes au sens de cet article. Le point le plus bas du réservoir de 4 m ³ est situé à moins d'un mètre du sol. Cette résistance au feu n'est donc pas applicable. En revanche, le point le plus bas du réservoir de 28 m ³ est situé à plus d'un mètre du sol. Aucun élément justifiant de la résistance au feu de la charpente supportant ce réservoir n'a été fourni. Il est donc considéré que cette charpente ne présente aucune résistance particulière au feu, ce qui constitue un écart. Il est précisé que, dans le document de comparaison à l'arrêté ministériel du 1 ^{er} juin 2015, joint au dossier de demande d'autorisation de 2018, l'exploitant avait indiqué que les installations sont conformes à cette prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Distance entre réservoirs fixes associés - 4331

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.2.II.A
Thème(s) : Actions nationales 2024, Distance d'éloignement
Prescription contrôlée : La distance d'implantation entre réservoirs, situés dans la même rétention, mesurée de robe à robe (calorifuge non compris), est au moins égale à 1,5 m
Constats : Le contrôle a porté sur les réservoirs de résine inflammable, situés dans le local cuve du bâtiment A (ex Moulage Contact 1) et sur ceux situés dans le local mixte de stockage du bâtiment G (ex Injection 3). <u>Bâtiment A</u> Ce local comporte deux réservoirs aériens verticaux de diamètres inférieurs à 10 m. La distance entre ces deux cuves, de robe à robe, est supérieure à 1,5 m. <u>Bâtiment G</u> Ce local comporte deux réservoirs aériens verticaux de diamètres inférieurs à 10 m. La distance entre ces deux cuves, de robe à robe, est supérieure à 1,5 m.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Zone de collecte et rétention extérieure - 4331

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22.V

Thème(s) : Actions nationales 2024, Rétention déportée et dispositif de drainage

Prescription contrôlée :

Chaque partie de bâtiment est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés.

A chacune de ces zones est associé un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % du volume abrité, à laquelle est ajouté un volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte et le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface exposée aux intempéries de la rétention.

La zone de collecte est constituée d'un dispositif passif.

Le liquide recueilli au niveau de la zone de collecte est dirigé par gravité vers une rétention extérieure à tout bâtiment.

Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements (par exemple, un siphon antifeu).

[...]

NB : Le site ayant été autorisé le 30 janvier 2020 et le seuil d'enregistrement au titre de la rubrique 4331 ayant été franchi à cette occasion, les dispositions de cet article s'appliquent selon les modalités de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015.

Par conséquent, les dispositions de l'article 22.V.B, prévoyant des dispositions spécifiques pour les locaux de moins de 500 m² (permettant notamment à l'exploitant de mettre en place une rétention locale ou une rétention déportée), ne sont pas applicables au site.

Constats :

Le contrôle a porté sur :

- le local cuves du bâtiment A (ex Moulage Contact 1)
- le local réservoirs mobiles du bâtiment A
- le local de mise en température du bâtiment A
- la partie « cuves » du local mixte du bâtiment G (ex Injection 3)

Local cuve du bâtiment A

Environ 32 m³ de liquides inflammables, en réservoirs aériens, peuvent être présents dans le local. La rétention est assurée par ce local, dont le sol et les murs sont étanches. Elle permet de contenir un volume d'environ 34 m³.

Ce dispositif de rétention correspond à une rétention locale, ce qui constitue un écart. En effet, l'article 22.V impose la présence d'une zone de collecte dirigeant gravitairement un déversement vers une rétention déportée hors du bâtiment.

Le volume utile de la rétention est supérieur à 100 % du volume susceptible d'être présent dans le local. Cependant, l'exploitant n'ayant pas déterminé le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre un incendie du local, il ne peut pas être statué sur le caractère suffisant du volume utile de la rétention.

Local réservoirs mobiles du bâtiment A

Environ 14 m³ de liquides inflammables, en réservoirs mobiles, peuvent être présents dans le local. La rétention est assurée par un ensemble de bacs. L'ensemble permet de contenir un volume d'environ 18 m³.

Ce dispositif de rétention correspond à une rétention locale, ce qui constitue un écart. En effet, l'article 22.V impose la présence d'une zone de collecte dirigeant gravitairement le déversement vers une rétention déportée hors du bâtiment.

Le volume utile de la rétention est supérieur à 100 % du volume susceptible d'être présent dans le local. Cependant, l'exploitant n'ayant pas déterminé le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre un incendie du local, il ne peut pas être statué sur le caractère suffisant du volume utile de la rétention.

Local de mise en température du bâtiment A

Environ 8 m³ de liquides inflammables peuvent être présents dans le local. La rétention est assurée par ce local, dont le sol et les murs sont étanches. Au niveau de la porte, une barrière étanche, asservie à une détection de liquide, permet de fermer la rétention. L'ensemble permet de contenir un volume d'environ 10 m³.

Ce dispositif de rétention correspond à une rétention locale, ce qui constitue un écart. En effet, l'article 22.V impose la présence d'une zone de collecte dirigeant gravitairement le déversement vers une rétention déportée hors du bâtiment.

En outre, la zone de collecte n'est pas passive, ce qui constitue un écart. En effet, puisque la fermeture de la rétention nécessite l'abaissement d'une barrière au niveau de la porte, la zone de collecte n'est pas strictement passive, même si ce dispositif ne nécessite pas d'intervention humaine. Il s'agit également d'un écart aux dispositions de l'article 22.I.D qui impose que les capacités de rétention soient disponibles en permanence, notamment par la fermeture des dispositifs (ou l'arrêt des dispositifs actifs), sauf en phase de vidange.

Le volume utile de la rétention est supérieur à 100 % du volume susceptible d'être présent dans le local. Cependant, l'exploitant n'ayant pas déterminé le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre un incendie du local, il ne peut pas être statué sur le caractère suffisant du volume utile de la rétention.

Partie « cuves » du local mixte du bâtiment G

Environ 41 m³ de liquides inflammables, principalement en réservoirs aériens, peuvent être présents dans cette partie du local. La rétention est assurée par ce local, dont le sol et les murs sont étanches. Elle permet de contenir un volume d'environ 41 m³. Une surverse, aboutissant à une rétention déportée et enterrée de 15 m³, est également présente.

Ce dispositif de rétention correspond à une rétention locale, associée à une rétention déportée, ce qui constitue un écart. En effet, l'article 22.V impose la présence d'une zone de collecte dirigeant gravitairement un déversement vers une rétention déportée hors du bâtiment. Ici, seule la surverse (au-delà de 41 m³ de liquide) rejoindrait gravitairement la rétention déportée.

Le volume utile de la rétention est supérieur à 100 % du volume susceptible d'être présent dans cette partie du local. Cependant, l'exploitant n'ayant pas déterminé le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre un incendie du local, il ne peut pas être statué sur le caractère suffisant du volume utile du dispositif de rétention.

L'exploitant a indiqué la présence, entre la rétention locale et la rétention déportée, d'un dispositif non-visible empêchant une propagation du feu. L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de le démontrer.

Il est précisé que, dans le document de comparaison à l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015, joint au dossier de demande d'autorisation de 2018, l'exploitant avait sollicité un aménagement concernant l'absence de rétention déportée associée aux locaux de stockage du bâtiment A. Concernant les autres installations, il était indiqué que les installations sont conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, pour chaque local susmentionné, de justifier du caractère suffisant du volume utile des rétentions. Pour cela, il déterminera, pour chaque local, le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre un incendie, par une méthode reconnue (Guide technique D9) ou en appliquant la hauteur supplémentaire forfaitaire de 15 cm, mentionnée dans l'article 22.V (version non aménagée par l'annexe VII).

Il est également demandé à l'exploitant de justifier qu'un dispositif anti-propagation de feu est bien présent entre la rétention locale et la rétention déportée de la partie « cuves » du local mixte du bâtiment G.

Ces justificatifs seront joints au récolement des dispositions applicables de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015, mentionné dans le point de contrôle n°5. Dans ce cadre, l'exploitant pourra solliciter un aménagement à ces dispositions, afin notamment de bénéficier, comme les installations nouvelles et pour les locaux de moins de 500 m², du choix entre une rétention déportée et une rétention locale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Gardiennage/télésurveillance - 4331

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance permanente des installations

Prescription contrôlée :

En dehors des heures d'exploitation, une surveillance de l'installation est mise en place par gardiennage ou télésurveillance.

Cette disposition n'est pas exigée aux stockages extérieurs de moins de 600 mètres cubes d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.

Cette disposition n'est également pas applicable aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.

NB : Le site ayant été autorisé le 30 janvier 2020 et le seuil d'enregistrement au titre de la rubrique 4331 ayant été franchi à cette occasion, les dispositions de cet article s'appliquent selon les modalités de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015.

Constats :

L'exploitant a justifié de la mise en œuvre d'une télésurveillance et d'un gardiennage du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Mise à la terre des équipements métalliques - 4331

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'explosion

Prescription contrôlée :

Les équipements métalliques sont reliés par un réseau de liaisons équipotentielles qui est mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Constats :

Le local de mise en température du bâtiment A (ex Moulage Contact 1) comprend une cuve métallique mobile d'environ 1 m³ dans laquelle des transvasements de liquides inflammables sont réalisés. Cet équipement n'est pas relié à la terre, ce qui constitue un écart.

En effet, cette obligation est applicable même si l'équipement est mobile.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois